



22.3877

Postulat WBK-N.

**Analyse der Standards im Bereich
der schulischen Sexualaufklärung
in der Schweiz**

Postulat CSEC-N.

**Analyse des standards en matière
d'éducation sexuelle à l'école
en Suisse**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.09.22

Antrag der Kommission
Annahme des Postulates

Antrag Aeschi Thomas
Ablehnung des Postulates

Proposition de la commission
Adopter le postulat

Proposition Aeschi Thomas
Rejeter le postulat

Nantermod Philippe (RL, VS), pour la commission: L'éducation sexuelle à l'école fait l'objet d'un grand débat de société, un débat utile et important. On peut le lire dans la presse, les questions liées aux études de genre, aux violences faites aux femmes, à l'avortement, à l'homosexualité, à l'homophobie, à la transsexualité, pour ne citer qu'elles, occupent une part importante du champ du débat public et ne laissent pas grand monde indifférent. Alors forcément, dans le cadre de l'école, ce champ d'études est aussi délicat qu'important et ne laisse pas non plus le personnel éducatif indifférent. Par extension, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture n'y est pas non plus indifférente.

Le 30 juin 2022, dans la foulée de l'examen de la pétition 21.2037 de la Session des femmes 2021, "Accès pour toutes et tous à une éducation sexuelle holistique dispensée de manière professionnelle", notre commission a déposé le présent postulat. L'éducation sexuelle relève d'une compétence cantonale, cela est incontestable. Mais des bases légales fédérales, notamment la loi sur les épidémies, justifient que la Confédération s'intéresse à cette question. La commission a ainsi constaté que, malgré le principe constitutionnel de l'harmonisation des programmes scolaires entre les cantons, fixé à l'article 62 de la Constitution, il était vraisemblable que cette harmonisation manquait dans le domaine de l'éducation sexuelle et que des disparités cantonales importantes pouvaient encore exister.

Par son postulat, notre commission demande donc au Conseil fédéral de dresser un état des lieux dans les cantons en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'éducation sexuelle, dans la continuité du postulat Regazzi 14.4115, "Faire vérifier par une commission indépendante les thèses défendues par la fondation Santé sexuelle Suisse quant au développement sexuel de l'enfant et de l'adolescent", et du rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 18.4048, "Il est temps d'obtenir des chiffres fiables sur la problématique du harcèlement sexuel". Concrètement, le rapport devra notamment procéder à une analyse quantitative et qualitative de ces cours, de la formation du corps enseignant, du matériel pédagogique et du rôle des intervenants extérieurs au personnel scolaire.





La commission a discuté de l'opinion du Conseil fédéral, que j'ai lue avec beaucoup d'intérêt dans l'avis sur le postulat, selon laquelle le postulat mérite d'être rejeté essentiellement pour des raisons de répartition des tâches. Votre commission a toutefois estimé, comme je l'ai évoqué, que les règles de droit matériel concernant la santé, en particulier sexuelle, et les règles relatives à la distribution des compétences et à la compétence subsidiaire s'agissant des programmes scolaires permettaient une intervention indirecte, sous la forme d'un postulat et d'un rapport, mais pas une intervention directe, comme certains l'ont demandé en commission.

C'est par 22 voix contre 0 et 2 abstentions que la commission a finalement soutenu ce postulat. Vous constaterez qu'il n'y a pas de proposition de minorité. Une proposition individuelle a été déposée, mais personne, au sein de la commission, ne s'est opposé à ce postulat.

La commission vous invite, par 22 voix contre 0 et 2 abstentions, à le soutenir.

Locher Benguerel Sandra (S, GR), für die Kommission: A chaschun da la consultaziun da la petiziun da la sessiun da las dunnas "Access ad ina furmaziun sexuala cumplessiva e professiunala per tuts e tuttas" ha la cumissiun decidì senza cuntravusch da consentir a la petiziun en furma da quest postulat.

Mit dem Postulat wird der Bundesrat beauftragt, in Zusammenarbeit mit den Kantonen einen Bericht vorzulegen, welcher erstens aufzeigt, wie die Sexualaufklärung in der Schweiz in der Praxis umgesetzt wird, zweitens darlegt, was der Bund, die Kantone und interkantonale Gremien tun, um die nationalen Standards einzuhalten, und drittens Auskunft darüber gibt, ob die sprachregionalen Lehrpläne in diesem Bereich zu einer Vereinheitlichung geführt haben.

Der Bericht soll sich auf den Expertenbericht zum Postulat Regazzi 14.4115 stützen. Im Bericht des Bundesrates sind insbesondere folgende Fragen zu klären: Wie wird die Sexualaufklärung in den verschiedenen Kantonen und Sprachregionen qualitativ und quantitativ in der Praxis umgesetzt? Wie viele Stunden werden der Sexualaufklärung während der obligatorischen Schulzeit gewidmet? Über welche Ausbildung verfügen die Lehrerinnen und Lehrer, die Sexualaufklärung unterrichten? Zu klären sind noch ein paar weitere Fragen, die Sie auch im Text des Kommissionspostulates sehen.

Eine ganzheitliche Sexualaufklärung, wie sie in den Standards der WHO definiert ist, ist von öffentlichem Interesse und wichtig für die Gesundheitsförderung, die Prävention, den Schutz vor sexuell übertragbaren Infektionen und die Vermeidung ungewollter Schwangerschaften. Ausserdem leistet sie einen wichtigen Beitrag zur Vorbeugung von Sexismus und sexueller Gewalt und damit zur Umsetzung der Istanbul-Konvention.

Sexuelle Gewalt ist in der Schweiz ein Problem. Eine repräsentative Studie von GFS Bern sagt, dass jede fünfte Frau von sexueller Gewalt betroffen ist. Der Bundesrat hält in seinem Bericht vom April dieses Jahres fest, dass auch sexuelle Belästigung ein weitverbreitetes Phänomen ist. Im Expertenbericht zum Postulat Regazzi wurden die wissenschaftlichen und fachlichen Grundlagen der Sexualaufklärung geprüft und anerkannt. Allerdings wurden in der praktischen Umsetzung grosse Unterschiede bei den Methoden und der Qualität festgestellt, insbesondere in den Kantonen der Deutschschweiz.

In der Schweiz sind die Kantone für die Sexualaufklärung zuständig, da stimmen wir mit der Antwort des Bundesrates überein. Doch auf nationaler Ebene gibt es gesetzliche Grundlagen wie das Epidemien-gesetz, auf das sich das Nationale Programm HIV und andere sexuell übertragbare Infektionen (NPHS) stützt. Neben den Kantonen tragen daher auch andere Stellen wie das BAG, das SBFI und die EDK Verantwortung für die Sexualaufklärung und müssen zur Erreichung der standardisierten Qualitätsniveaus beitragen.

"En num da la maioritad da la cumissiun" bitte ich Sie, das Postulat anzunehmen.

AB 2022 N 1839 / BO 2022 N 1839

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral accorde une grande importance au bon développement des enfants et des adolescents et il reconnaît donc l'importance de l'enseignement de l'éducation sexuelle comme outil de promotion de la santé, de prévention contre les violences sexuelles et de développement personnel.

Néanmoins, le Conseil fédéral accorde également une grande importance au respect de l'autonomie cantonale en matière d'instruction publique. Pour rappel, l'enseignement de l'éducation sexuelle fait partie intégrante des plans d'études cadres de l'école obligatoire dans les trois régions linguistiques. Comme pour les autres disciplines et les autres thèmes transversaux de l'école obligatoire, ce sont les cantons qui décident des réglementations de détail et des conditions-cadres. Ce sont eux également qui veillent attentivement à assurer la qualité de l'enseignement de l'éducation sexuelle et nous avons pleine confiance dans le fait que les cantons veillent à harmoniser scrupuleusement l'enseignement de l'éducation sexuelle dans le cadre de leur autonomie. Outre l'enseignement de l'éducation sexuelle à l'école, les cantons peuvent prendre des mesures dans



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2022 • Vierzehnte Sitzung • 29.09.22 • 15h00 • 22.3877
Conseil national • Session d'automne 2022 • Quatorzième séance • 29.09.22 • 15h00 • 22.3877



d'autres domaines tels que la famille, les foyers, l'accueil de la petite enfance ou les loisirs, afin de protéger la santé des enfants et des jeunes, ainsi que de leur assurer un bon développement.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la compétence dont dispose la Confédération dans ce domaine est relativement limitée et découle de la loi fédérale sur les épidémies. Cette loi permet à la Confédération de prendre des mesures de prévention contre la propagation du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles. L'Office fédéral de la santé publique peut ainsi élaborer des programmes nationaux de prévention dans le domaine du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles, et mettre à disposition des informations et des recommandations sur les risques d'infection contre le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles.

Schliesslich gilt es auch zu bedenken, dass der Sexualkundeunterricht in Teilen der Bevölkerung und in der Politik lebhaft Diskussionen auslöst. Davon zeugen auch zahlreiche parlamentarische Vorstösse, die in Ihrem Rat eingereicht wurden.

Die föderalen Strukturen unseres Bildungssystems ermöglichen es den Kantonen, den Unterricht unter Einhaltung der Rahmenlehrpläne und unter Wahrung der grundlegenden Interessen der Kinder und Jugendlichen anzupassen und die Sensibilitäten verschiedener Gruppen und Individuen zu berücksichtigen.

Angesichts der Zuständigkeiten und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen im Bildungswesen ist der Bundesrat der Ansicht, dass es nicht angezeigt ist, einen Bericht mit Analysen und Empfehlungen zu erstellen.

C'est pourquoi je vous propose, au nom du Conseil fédéral uniquement, de rejeter ce postulat.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Die Kommission beantragt die Annahme des Postulates. Herr Aeschi Thomas und der Bundesrat beantragen die Ablehnung des Postulates. Wir stimmen über den Einzelantrag Aeschi Thomas ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.3877/25651)

Für Annahme des Postulates ... 90 Stimmen

Dagegen ... 93 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Cottier Damien (RL, NE): Ich weiss nicht, ob es wegen des "Plurilinguisme"-Tags ist, aber die Frage, die Sie gestellt haben, wurde von unserer Fraktion nicht so gut verstanden.

Nous vous prions de bien vouloir refaire le vote.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir stimmen nun also über den Ordnungsantrag Cottier ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.3877/25630)

Für den Ordnungsantrag Cottier ... 154 Stimmen

Dagegen ... 14 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir wiederholen die Abstimmung über das Postulat.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.3877/25653)

Für Annahme des Postulates ... 101 Stimmen

Dagegen ... 77 Stimmen

(2 Enthaltungen)

